



Éducation et handicap : le cri d'alarme de la FSU

Avant le comité départemental de l'Éducation nationale autour de la future carte scolaire, la FSU réclame plus d'accompagnants d'élèves en situation de handicap.

Lors du dernier conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN) de la Manche, en novembre, le syndicat enseignant FSU avait alerté les membres présents (représentants des syndicats, des parents d'élèves et élus) sur « **le manque d'AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) et sur l'abandon de 70 élèves en situation de handicap depuis la rentrée de septembre.** »

La FSU a « honte de notre institution »

Selon la FSU Manche, ces derniers ne disposaient pas d'AESH pour les accompagner. « **Sans même parler de ceux qui en ont mais pendant un nombre d'heures parfois très inférieur à ce qui figurait sur leur notification.** »

Le syndicat estime qu'il n'est plus possible « **de passer sous silence l'abandon de ces enfants sous prétexte qu'ils ne représentent qu'une petite proportion des élèves à accompagner.** »

Il s'interroge sur ce que l'inspectrice d'académie de la Manche a mis en place pour pallier ce manque. « **Rien semble-t-il. De plus, il semble que l'omerta de la direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) sur le détail de ces scolarisations chaotiques demeure.** »

Représentants du personnel, les responsables de la FSU affirment « **avoir désormais honte de notre institution, qui par des choix économiques méprisables maintient les personnels AESH dans la précarité, empêchant ainsi des recrutements massifs.** » Et ajoute : « **Il n'est pas supportable de délaissé ainsi nos enfants les plus fragiles, de s'éloigner à ce point des valeurs de solidarité qui fondent notre société.** »

« Débloquer cette situation »

D'où ce cri d'alarme à l'intention des représentants qui siégeront ce jeudi au CDEN de la Manche : « **Nous implorons solennellement chacune et chacun, dans ses prérogatives, de mettre tout en œuvre afin de débloquent cette situation dans la plus grande urgence.** »

La FSU demande aux élus d'intervenir « **avec force** » pour venir en aide à ces enfants, également en termes de dispositifs d'accompagnement.